



Assemblée générale

Distr. limitée
11 juin 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-troisième session

Point 3 de l'ordre du jour

Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Algérie*, **Angola**, **Azerbaïdjan***, **Bangladesh***, **Bélarus***, **Bénin**, **Bolivie**
(**État plurinational de**)*, **Cambodge***, **Cuba***, **Équateur**, **État de Palestine***,
Éthiopie, **Gabon** (au nom du **Groupe des États d'Afrique**), **Guinée équatoriale***,
Liban*, **Maroc***, **Monaco***, **Népal***, **Philippines**, **Qatar**, **République-Unie**
de Tanzanie*, **Sri Lanka***, **Timor-Leste***, **Uruguay***: **projet de résolution**

23/...

Droits de l'homme et changements climatiques

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par la Charte des Nations Unies, et réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

Rappelant ses résolutions 7/23 du 28 mars 2008, 10/4 du 25 mars 2009 et 18/22 du 30 septembre 2011 sur les droits de l'homme et les changements climatiques, et 16/11 du 24 mars 2011 et 19/10 du 22 mars 2012 sur les droits de l'homme et l'environnement,

Confirmant la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi que les objectifs et principes de cet instrument, et soulignant que les Parties devraient pleinement respecter les droits de l'homme dans toutes les mesures ayant trait aux changements climatiques¹,

Se félicitant de la tenue des récentes conférences des Parties à la Convention, notamment de la dix-septième session de la Conférence, qui s'est tenue en novembre 2011 à Durban, et de sa dix-huitième session, qui a eu lieu en novembre 2012 à Doha,

Se félicitant également du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en juin 2012 à Rio de Janeiro,

* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

¹ FCCC/CP/2010/7/Add.1, décision 1/CP.16.

Réaffirmant l'engagement tendant à permettre l'application intégrale, effective et continue de la Convention-cadre par une action concertée à long terme, en vue d'en atteindre l'objectif ultime,

Rappelant la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Action 21, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable,

Reconnaissant que les êtres humains sont au cœur des préoccupations liées au développement durable, que le droit au développement devrait se réaliser de manière à satisfaire équitablement les besoins des générations présentes et futures en matière de développement et d'environnement et que l'être humain est le sujet central du développement et doit donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement,

Reconnaissant également que les changements climatiques font peser une hypothèque sur le développement et sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier des objectifs ayant trait à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, à la viabilité écologique, à la santé et au bien-être nutritionnel, notamment dans les pays en développement,

Constatant que, comme il est indiqué dans la Convention-cadre, le caractère planétaire des changements climatiques requiert de tous les pays qu'ils coopèrent le plus possible et participent à une action internationale efficace et appropriée, selon leurs responsabilités communes mais différenciées, leurs capacités respectives et leur situation sociale et économique,

Constatant aussi que, comme il est indiqué dans la Convention-cadre, les mesures ayant trait aux changements climatiques devraient être coordonnées avec le développement économique et social de manière intégrée, afin d'éviter toute incidence négative sur celui-ci, compte dûment tenu des besoins prioritaires légitimes des pays en développement s'agissant d'assurer une croissance économique soutenue et d'éliminer la pauvreté,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés,

Rappelant le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme², la réunion-débat tenue sur ce thème le 15 juin 2009, pendant la onzième session du Conseil, et le Forum social de 2010 sur la question des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques,

Soulignant que les effets liés aux changements climatiques ont une série d'incidences, tant directes qu'indirectes, sur l'exercice effectif des droits de l'homme, notamment le droit à la vie, le droit à une nourriture suffisante, le droit de jouir du meilleur état de santé possible, le droit à un logement convenable, le droit à l'autodétermination, le droit au développement et le droit à l'eau potable et à l'assainissement, et rappelant qu'en aucun cas un peuple ne peut être privé de ses propres moyens de subsistance,

Constatant avec préoccupation que, si ces incidences affectent les individus et les communautés du monde entier, les effets néfastes des changements climatiques toucheront le plus durement les groupes de population déjà en situation de vulnérabilité à cause de facteurs comme la situation géographique, la pauvreté, le sexe, l'âge, le statut d'autochtone, l'appartenance à une minorité ou le handicap,

² A/HRC/10/61.

Notant avec inquiétude que les personnes vivant dans les pays en développement comptent parmi celles qui sont le plus exposées aux effets néfastes des changements climatiques sur la pleine jouissance et l'exercice effectif de tous les droits de l'homme, notamment celles qui vivent dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays d'Afrique qui ont le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale,

Reconnaissant que les changements climatiques sont un problème mondial, qui requiert une solution mondiale, et qu'une coopération internationale efficace destinée à permettre l'application intégrale, effective et continue de la Convention-cadre conformément aux dispositions et principes de ladite Convention est importante pour appuyer les mesures prises au niveau national afin d'assurer l'exercice effectif des droits de l'homme touchés par les effets des changements climatiques,

Notant que, comme il est indiqué dans la Convention-cadre, il convient de tenir pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation spéciale des pays en développement parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, ainsi que des Parties, notamment des pays en développement parties, auxquelles la Convention imposerait une charge disproportionnée ou anormale, et réaffirmant en outre la responsabilité qui incombe aux pays de respecter leurs obligations relatives aux droits de l'homme,

Notant également que, comme il est indiqué dans la Déclaration de Rio, les États devraient coopérer ou intensifier le renforcement des capacités endogènes en matière de développement durable en améliorant la compréhension scientifique par des échanges de connaissances scientifiques et techniques et en facilitant la mise au point, l'adaptation, la diffusion et le transfert de techniques, y compris de techniques nouvelles et novatrices,

Affirmant que les obligations, normes et principes en matière de droits de l'homme peuvent éclairer et renforcer l'élaboration des politiques internationales et nationales dans le domaine des changements climatiques, en favorisant la cohérence des mesures, leur bien-fondé et la pérennité des résultats,

Se félicitant de la mise en place du Forum des pays climatiquement vulnérables et du lancement en 2012 à New York de la deuxième édition de l'Observatoire de la vulnérabilité climatique, qui peut devenir un outil utile pour orienter les politiques publiques et recenser les lacunes dans l'action visant à promouvoir tous les droits de l'homme et à les protéger contre les effets néfastes des changements climatiques,

1. *Se déclare à nouveau préoccupé* par le fait que les effets néfastes des changements climatiques ont une série d'incidences, tant directes qu'indirectes, sur l'exercice effectif des droits de l'homme et que les effets des changements climatiques toucheront le plus durement les groupes de population et les communautés de par le monde qui sont déjà en situation de vulnérabilité à cause de la situation géographique, la pauvreté, le sexe, l'âge, le statut d'autochtone, l'appartenance à une minorité ou le handicap;

2. *Se félicite* de l'organisation par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les 23 et 24 février 2012, du séminaire consacré à la question des répercussions néfastes des changements climatiques sur la jouissance effective des droits de l'homme et prend note de son rapport récapitulatif sur ce séminaire³;

3. *Constate avec préoccupation* que les changements climatiques ont contribué à l'accroissement tant de catastrophes naturelles qui se déclenchent soudainement que de phénomènes qui se manifestent lentement;

³ A/HRC/20/7.

4. *Prend note* des incidences néfastes des changements climatiques, notamment sur les femmes, sachant que ces changements ont des effets différents sur les hommes, les femmes, les garçons et les filles;

5. *Insiste* sur la nécessité impérieuse de continuer à remédier aux conséquences défavorables des changements climatiques pour tous, en particulier celles qui s'exercent sur la situation des groupes de la société les plus vulnérables aux changements climatiques, notamment les personnes en situation d'extrême pauvreté et dont les moyens de subsistance se détériorent, dans l'optique des obligations relatives aux droits de l'homme qui incombent aux États;

6. *Souligne* qu'il importe de favoriser le dialogue et la coopération entre les organisations internationales compétentes et les parties prenantes pour étoffer l'analyse des corrélations entre les droits de l'homme et les changements climatiques;

7. *Engage* tous les États à continuer d'améliorer la coopération internationale se rapportant aux effets néfastes des changements climatiques sur l'exercice des droits de l'homme, tout particulièrement dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays d'Afrique, y compris par le dialogue et des mesures telles que la mise en œuvre de dispositions pratiques visant à encourager et à faciliter le renforcement des capacités, l'apport de ressources financières et le transfert de technologie conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;

8. *Décide* d'organiser à sa vingt-sixième session ordinaire, dans la limite des ressources disponibles, une journée de débat sur des thèmes précis liés à la question des droits de l'homme et des changements climatiques sur la base des différents éléments figurant dans la présente résolution, notamment l'identification des obstacles à la réalisation des droits de l'homme pour tous, dont le droit au développement, ainsi que les mesures et les meilleures pratiques que peuvent adopter les États;

a) De suivre la question de l'importance qu'il y a pour les États à promouvoir et protéger les droits de l'homme dans toutes les mesures et politiques relatives aux changements climatiques, et de renforcer l'interaction et la coopération entre les acteurs concernés par les droits de l'homme et les changements climatiques;

b) D'inviter les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, dans le cadre de leurs mandats respectifs, et les autres parties prenantes concernées, notamment des universitaires spécialisés en la matière et des organisations de la société civile, à participer activement à la journée de débat pour examiner, entre autres, les effets néfastes des changements climatiques sur les groupes de population qui sont les plus vulnérables à ces changements en raison de facteurs tels que ceux qui sont mentionnés ci-dessus au paragraphe 1, et les difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme dans tous les pays, notamment les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays d'Afrique, dans le contexte des changements climatiques;

9. *Demande* au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de soumettre au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-sixième session, après la journée de débat, un rapport récapitulatif comprenant toutes les recommandations formulées à cette occasion, pour qu'il examine des mesures de suivi;

10. *Décide* d'étudier la possibilité d'organiser des activités de suivi sur la question des droits de l'homme et des changements climatiques dans le cadre de son programme de travail futur;

11. *Encourage* les titulaires de mandat concernés au titre des procédures spéciales à prendre en considération la question des changements climatiques et des droits de l'homme dans le cadre de leurs mandats respectifs;

12. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire d'apporter toute l'assistance humaine et technique nécessaire pour assurer en temps voulu la tenue de la journée de débat susmentionnée et la rédaction du rapport récapitulatif correspondant;

13. *Décide* de demeurer saisi de la question.
